



Le
gouvernement fédéral



Deutschland 2016

Renouveler le dialogue, rétablir la confiance, restaurer la sécurité

Les priorités de la Présidence allemande de l'OSCE en 2016





L'Allemagne prend la présidence de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe par des temps difficiles. Nous nous attelons à cette tâche conscients de la crise actuelle que traverse l'ordre de sécurité européen et de l'importance cruciale que revêt l'OSCE pour notre sécurité commune en Europe ainsi que du rôle qu'elle peut jouer.

Déjà, il y a 45 ans, Willy Brandt parlait de la «coopération salvatrice» nécessaire pour relever ensemble les défis de notre temps qui nous concernent tous. Or nous ne pourrions y parvenir que si nous réaffirmons les fondements de notre ordre de sécurité et ses grands principes. Nous devrions renforcer l'OSCE, ses institutions et ses instruments et mettre à profit les expériences que l'Organisation a acquises au cours de ses décennies d'activités en faveur de la paix et de la sécurité. Nous nous emploierons à renouveler le dialogue entre les États participants de l'OSCE afin de rétablir la confiance et de restaurer la sécurité partagée.

Exercer la présidence de l'OSCE signifie aussi pour l'Allemagne prendre davantage de responsabilités pour la paix et la sécurité en Europe. Nous demeurons attachés à la vision d'un espace de sécurité indivisible et de coopération confiante formulée dans les documents de la CSCE et de l'OSCE depuis l'Acte final d'Helsinki. Si nous faisons preuve, ensemble, de la volonté politique nécessaire, je suis convaincu que nous réussirons à concrétiser cette vision et à lui faire prendre corps. Je me réjouis du travail qui m'attend en tant que président en exercice et j'espère que nous avancerons, nous les 57 États participants de l'OSCE et nos partenaires, dans la réalisation commune de cette vision.

Frank-Walter Steinmeier

En exerçant la présidence de l'OSCE en 2016, l'Allemagne prend des *responsabilités pour la sécurité et la coopération en Europe* à un moment où l'ordre de sécurité européen traverse l'une des crises les plus graves depuis la fin de la guerre froide.

L'Allemagne entend profiter de la présidence de l'OSCE en 2016 pour contribuer au dialogue, à une confiance renouvelée et ainsi à une sécurité durable en Europe.

C'est pourquoi la Présidence allemande sera placée sous le grand thème:

«*Renouveler le dialogue, rétablir la confiance, restaurer la sécurité*»

L'Europe doit faire face à une multitude de *défis* et de *menaces* graves, et en partie nouveaux, que seule une action commune et coopérative peut gérer avec succès.

Pour ce faire, l'Allemagne veut se servir de l'OSCE en tant que pilier de la sécurité européenne, la conserver et la renforcer:

- La CSCE/l'OSCE incarne depuis toujours le *dialogue et l'instauration de la confiance en Europe*, aussi et surtout en période de fortes tensions. C'est une organisation qui dispose d'importantes *capacités opérationnelles* dans les domaines de l'alerte rapide ainsi que de la prévention, de la gestion et du règlement des conflits.
- Avec son *concept de sécurité globale* fondé sur trois dimensions (politico-militaire, économique et environnementale, humaine), l'*OSCE* est un élément essentiel de l'*architecture de sécurité* européenne. Elle dispose de *fortes institutions indépendantes*, à savoir le Bureau des institutions démocratiques et des droits de l'homme (BIDDH), la Haute Commissaire pour les minorités nationales et la Représentante pour la liberté des médias, de même que de *missions de terrain* efficaces dans les Balkans occidentaux, en Europe orientale, dans le Caucase du Sud et en Asie centrale.

Durant sa présidence, il sera très important pour l'Allemagne de renforcer les *principes et engagements* de la CSCE et plus tard *de l'OSCE* convenus d'un commun accord par tous les États participants depuis la signature de l'Acte final d'Helsinki en 1975 et de s'employer à leur mise en œuvre dans tous les pays.

Voici donc quels seront les grands axes de son action et ses projets:



I. Gestion des crises et des conflits

L'une des priorités de la Présidence allemande sera la *gestion des crises et des conflits* dans l'espace de l'OSCE.

Cela concerne en particulier le conflit en *Ukraine* et dans son voisinage:

En tant que présidente de l'OSCE, l'Allemagne assume la responsabilité politique de la mise en oeuvre d'instruments importants de l'OSCE en matière de gestion des conflits. On mentionnera notamment le Représentant spécial du Président en exercice de l'OSCE au sein du Groupe de contact trilatéral, la Mission spéciale d'observation (MSO), la Mission d'observation à la frontière russo-ukrainienne et le Coordinateur des projets de l'OSCE en Ukraine. La Présidence soutiendra également les activités du BIDDH et de la Haute Commissaire pour les minorités nationales en Ukraine. L'Allemagne fournira des contributions financières et humaines volontaires en soutien aux efforts de l'OSCE en Ukraine. Dans ce contexte, l'une des priorités est le détachement de personnel auprès de la Mission spéciale d'observation. Par ailleurs, l'Allemagne soutiendra les projets du BIDDH et du Coordinateur des projets de l'OSCE pour le dialogue national ainsi que les activités de déminage et de neutralisation des explosifs et munitions en Ukraine.



L'Allemagne renforcera également son action en faveur du règlement des autres conflits en suspens, dits «conflits gelés» (*protracted conflicts*) dans l'espace de l'OSCE.

La Présidence de l'OSCE soutiendra pour cela activement les actuels formats et mécanismes de négociation de l'OSCE pour les conflits du Haut-Karabakh (processus de Minsk) et de Transnistrie (négociations 5+2) ainsi que les Discussions internationales de Genève sur le conflit en Géorgie. La Présidence entend accompagner les activités de ces formats en promouvant des mesures de confiance et des événements spécifiques, notamment en poursuivant en Allemagne les conférences informelles annuelles sur la Transnistrie. Les Représentants spéciaux de la Présidence pour le Caucase du Sud et pour le processus de règlement du conflit transnistrien joueront un rôle central à cet égard.

II. Renforcer les capacités de l'OSCE tout au long du cycle de conflit

L'OSCE a démontré en Ukraine qu'elle était capable de réagir rapidement face aux situations de crise. D'un autre côté, la crise a souligné la nécessité urgente de renforcer les *capacités de l'OSCE tout au long du cycle de conflit*.

*L'Allemagne poursuivra les efforts fournis jusqu'ici afin de renforcer l'OSCE dans toutes les phases du **cycle de conflit** (alerte rapide, prévention du conflit, gestion de crise et consolidation de la paix). La Présidence lancera pour cela un **processus de dialogue structuré** sur plusieurs thèmes prioritaires: détection et action précoces, renforcement des capacités opérationnelles de l'OSCE, facilitation du dialogue et médiation, processus de réconciliation, suivi et développement des mesures de confiance et de sécurité (notamment Document de Vienne), également en ce qui concerne leur rôle dans le cycle de conflit.*

En accord avec le Plan d'action de l'OSCE pour la promotion de l'égalité entre les sexes, il sera tenu compte tout spécialement de la participation des femmes à la prévention des conflits, à la gestion des crises et à la consolidation de la paix en vue de la mise en œuvre de la résolution 1325 du Conseil de sécurité des Nations Unies.

L'Allemagne mettra en particulier l'accent sur la coopération de l'OSCE avec d'autres acteurs régionaux et internationaux.

La Présidence allemande veillera également à progresser dans la question d'une personnalité juridique internationale de l'OSCE.

III. L'OSCE, plateforme de dialogue

Il faut que le *non-respect des principes et des engagements de l'OSCE* par des États participants puisse continuer d'être *clairement* désigné dans le cadre de l'OSCE. En même temps, l'OSCE offre un *forum* qui permet, précisément en période de crise, de maintenir les canaux de communication et d'éviter la rupture du *dialogue*. La Présidence se concentrera donc également sur des thèmes qui, en tant que «*thèmes passerelles*» en quelque sorte, peuvent contribuer à long terme à renouveler le *dialogue*, la *confiance* et la *sécurité* en Europe.

1. Dialogue sur les questions de sécurité paneuropéenne

Depuis le Conseil ministériel de Dublin en 2012, les États participants de l'OSCE ont mené le dialogue sur la sécurité à l'échelle de toute l'Europe dans le cadre du «processus Helsinki+40», qui s'est achevé en 2015. Les questions qui ont été discutées dans le cadre de ce processus restent néanmoins tout aussi pertinentes et actuelles, tant pour ce qui est de la capacité d'action opérationnelle de l'OSCE que pour les fondements de la sécurité partagée en Europe.

La Présidence allemande entend se pencher à nouveau sur ces questions, si possible dans le cadre de dialogues informels. L'Allemagne souhaite notamment encourager de premiers pas vers de nouvelles discussions substantielles sur les questions fondamentales de la sécurité européenne lors des événements qui seront consacrés en 2016 à la dimension politico-militaire de l'OSCE. Au cours de ces divers processus et discussions, les recommandations du groupe de personnalités éminentes sur la sécurité européenne en tant que projet commun («Panel of Eminent Persons on European Security as a Common Project») pourront également être prises en considération.

2. Mesures de confiance et de sécurité (MDCS) et maîtrise des armements

Les mesures de confiance et de sécurité (MDCS) et la maîtrise des armements classiques sont des domaines clés de la première dimension et des éléments centraux de la sécurité militaire. Ce sont depuis toujours des thèmes clés du processus de la CSCE et de l'OSCE. Compte tenu de la place essentielle qu'occupe le dialogue dans la sécurité européenne, il est très important de poursuivre ce dernier entre les États participants de l'OSCE, notamment sur le Document de

Vienne et sur le Traité FCE. Dans ce domaine, l'Allemagne coopérera étroitement avec les pays qui président en 2016 le Forum pour la coopération en matière de sécurité (FCS), à savoir les Pays-Bas, la Pologne et le Portugal.

En 2016, l'Allemagne poursuivra voire intensifiera les discussions sur la révision et la modernisation du Document de Vienne. En tant que présidente en exercice de l'OSCE, l'Allemagne veut contribuer à prévenir ou interrompre toute dynamique d'escalade, à promouvoir l'application de mesures de confiance et de sécurité et à établir à long terme une nouvelle confiance. L'Allemagne souhaite pour cela soumettre ses propres idées de modernisation, visant notamment à renforcer l'efficacité, la résilience mais aussi les conditions de transparence et les mécanismes de vérification du Document de Vienne. Plusieurs manifestations sont prévues à cet effet qui porteront sur le développement des contenus et les questions de mise en œuvre.

En février 2016, un séminaire de haut niveau sur les doctrines militaires, organisé dans le cadre du Document de Vienne, offrira aux responsables militaires et civils de tout l'espace OSCE la possibilité d'un échange sur les questions de stratégie militaire. L'Allemagne en sera le co-coordonateur et elle fournira, en complément de ce séminaire, une contribution à forte visibilité en faveur d'un dialogue élargi sur la sécurité et du développement des mesures de confiance et de sécurité pendant son mandat.

L'Allemagne entend également continuer de soutenir la modernisation du Traité sur le régime «Ciel ouvert» et sa mise en œuvre coopérative. Pour ce faire, elle fournira son propre avion de reconnaissance national. De plus, il s'agira de mettre



à profit la *conférence de révision du Traité FCE* qui aura lieu à l'automne 2016 pour renforcer le contrôle des armements conventionnels et mener un dialogue sur l'avenir de ce dernier.

La Présidence allemande de l'OSCE appuiera par ailleurs les activités de l'OSCE dans le domaine des armes légères et de petit calibre (ALPC). Pour finir, une rencontre de haut niveau sur la portée (« Outreach ») du code de conduite, qui sera essentiellement consacrée au « contrôle parlementaire des forces armées », est prévue à Berlin dans le cadre du *code de conduite de l'OSCE relatif aux aspects politico-militaires de la sécurité*.

3. Lutte contre les menaces communes

Au sein de l'OSCE, les États participants luttent ensemble intensivement contre les *menaces et défis communs*, par exemple dans les domaines du *terrorisme international*, de la *radicalisation*, de la *criminalité organisée*, du *trafic de stupéfiants*, ainsi que contre les risques dans le *cyberespace* et la *traite des êtres humains*. En particulier la menace que représente le terrorisme international a pris aujourd'hui une nouvelle dimension qui touche l'ensemble des États participants de l'OSCE.

La Présidence allemande usera volontairement des formats de l'OSCE en 2016 afin de trouver, en renforçant la coopération, des réponses communes à ces menaces et de promouvoir en même temps, à travers le dialogue, la *coopération* et la *confiance* dans l'espace OSCE.

La Présidence organisera donc plusieurs conférences à Berlin, dont une conférence sur la *cybersécurité* en janvier 2016, une réunion sur les *questions de gestion des frontières* au mois d'avril ainsi que la *conférence annuelle* de l'OSCE sur la *lutte contre le terrorisme* en mai/juin 2016. Viendront s'y ajouter la réunion annuelle de l'OSCE d'experts de la police et, en octobre 2016 à Vienne, la conférence annuelle sur la lutte contre le trafic de drogue. De plus, la Présidence allemande soutiendra différentes actions de formation et de perfectionnement des services de sécurité internationaux, notamment à l'École des cadres de l'OSCE pour la gestion des frontières à Douchanbé.

La conférence sous présidence allemande du groupe de contact méditerranéen, qui s'est tenue les 20 et 21 octobre 2015 en Jordanie, avec les partenaires méditerranéens de l'OSCE a donné de nouvelles impulsions à la coopération entre l'OSCE et ses partenaires sur les thèmes de la *radicalisation* et du *terrorisme*, de la *migration* et du *dialogue inter et intra-religieux*, impulsions qui appellent un suivi en 2016.

IV. Promouvoir durablement la connectivité et la bonne gouvernance dans l'espace de l'OSCE

Sous le terme global de «*connectivité durable*», l'Allemagne souhaite *dynamiser* la *dimension économique et environnementale* de l'OSCE. La Présidence allemande de l'OSCE veut donner davantage d'impulsions aux échanges économiques dans l'espace de l'OSCE et encourager l'élimination des entraves à la coopération transfrontalière dans le domaine économique et environnemental.

Compte tenu des différents systèmes de gouvernance et d'intégration économiques dans l'espace de l'OSCE, l'Organisation offre une plateforme de dialogue utile sur les intérêts communs et un meilleur cadre économique et environnemental. C'est le cas par exemple pour les domaines clés des infrastructures de transport, les conditions d'investissement, la coopération douanière, l'accès au marché du travail, la réglementation et l'administration ou les échanges d'expériences dans le domaine de l'environnement.

*En organisant une **conférence économique avec les entreprises et les associations patronales de l'espace de l'OSCE**, conférence qui sera intégrée dans le cycle annuel de réunions du Forum économique et environnemental de l'OSCE, l'Allemagne entend tout spécialement mettre à profit les suggestions et les propositions des représentants du monde économique dans les activités de l'OSCE.*

*La **bonne gouvernance** est un préalable à une amélioration durable de la connectivité et à une intensification des échanges dans le domaine économique: c'est pourquoi l'Allemagne fera des questions de bonne gouvernance une priorité du **Forum économique et environnemental** de l'OSCE, ses aspects essentiels étant notamment la lutte contre la corruption, de meilleures conditions d'investissement et les enjeux dans le domaine de la «gouvernance» environnementale et de la migration de la main-d'œuvre.*



V. La dimension humaine au centre des préoccupations

En 2016, la Présidence allemande de l'OSCE portera une attention particulière à la dimension humaine de l'OSCE, c'est-à-dire aux droits de l'homme et aux libertés fondamentales. Le respect et la mise en œuvre des engagements pris dans la dimension humaine revêtent en effet une importance cruciale pour une sécurité et une stabilité durables dans l'espace de l'OSCE.

Les déficits existants doivent être clairement énoncés dans le cadre de l'OSCE. Il est hors de question de relativiser voire de revenir en arrière sur ces engagements. Une *meilleure mise en œuvre* de ces engagements dans tous les États participants de l'OSCE reste nécessaire. L'Allemagne coopérera étroitement en ce sens avec les institutions de l'OSCE, le Bureau des institutions démocratiques et des droits de l'homme (BIDDH), la Haute Commissaire pour les minorités nationales et la Représentante pour la liberté des médias, ce qui permettra de les renforcer visiblement. Concernant la dimension humaine, l'Allemagne estime très important d'associer activement la société civile et de tenir compte de ses préoccupations.

La Présidence allemande se consacrera en particulier aux thèmes étroitement liés à la crise actuelle que traverse l'ordre de sécurité européen. S'agissant de la liberté d'expression et de la liberté des médias, l'accent sera mis sur le rôle des **médias et des journalistes en période de crise**. La situation des **minorités** en période de crise de même que leur contribution positive à l'intégration sociale et leur potentiel de trait d'union dans les relations interétatiques seront également étudiés de près.

En 2016, une autre **priorité** sera pour l'Allemagne la **tolérance et la non-discrimination**. À cette fin, la Présidence allemande organisera notamment une conférence à Berlin, s'inscrivant ainsi dans une longue pratique qui consiste à désigner ses **propres** délégués à la lutte contre l'intolérance et la discrimination. Ce domaine revêt une très grande importance au vu des défis que posent à moyen et long terme, pour les États et les sociétés de l'espace de l'OSCE, les flux actuels de réfugiés et de migrants.

Dans le cadre de la présidence de l'OSCE, l'Allemagne continuera de s'employer en particulier à **combattre l'antisémitisme**. Dans cette perspective, la Présidence prévoit notamment une réunion des Représentants spéciaux des États participants de l'OSCE pour la lutte contre l'antisémitisme, afin d'évoquer des stratégies efficaces pour lutter contre l'antisémitisme et d'échanger des expériences. La lutte contre l'intolérance et la discrimination à l'égard des Roms et des Sintis est également une priorité de la Présidence allemande.

La Présidence œuvrera avec détermination pour **renforcer la condition féminine** et traitera le «genre» comme thème transversal. De ce point de vue, la Représentante spéciale du Président en exercice pour les questions de parité des sexes et la Section du Secrétariat (de l'OSCE) pour la parité des sexes joueront un rôle important.

Durant la présidence, le thème de l'Etat de droit fera l'objet d'une grande attention; une manifestation sur la responsabilité et l'obligation de rendre compte en matière judiciaire y sera notamment consacré.

VI. Renforcer les échanges entre les sociétés et les populations

Pour faire face au risque croissant d'éloignement et d'absence de dialogue entre les sociétés européennes, il est nécessaire de renforcer les *échanges sociétaux transfrontaliers* et d'associer efficacement la *société civile*. C'est pourquoi la Présidence allemande entretiendra dans tous les domaines du programme de l'OSCE des contacts étroits avec les acteurs de la société civile et favorisera en particulier les échanges de jeunes et la participation politique de la jeunesse.

De même, en opérant en partenariat avec les fondations et les milieux scientifiques pendant toute l'année 2016 et en organisant des manifestations culturelles parallèles, l'Allemagne souhaite offrir au public de nombreuses possibilités de se familiariser tant avec le programme de la Présidence qu'avec les activités et les thèmes de l'OSCE. Le Secrétaire général de l'OSCE prévoit, en collaboration avec la Fondation Friedrich Ebert et la Fondation Konrad Adenauer, d'organiser à Berlin au mois de juin une manifestation dans le cadre des «Journées de la sécurité». La Présidence allemande soutiendra et encouragera ce projet. Le réseau universitaire de groupes de réflexion et d'instituts de recherche mis en place par l'OSCE («OSCE Network of Think Tanks and Academic Institutions») et le Centre de recherche sur l'OSCE (CORE) de Hambourg apporteront à la Présidence allemande leur soutien scientifique.

Par ailleurs, la Présidence allemande s'inscrira dans le prolongement d'initiatives de la Suisse et de la Serbie pour intégrer les jeunes. Afin de renforcer la voix de la jeunesse dans l'OSCE, il est prévu de désigner trois Représentants spéciaux pour la jeunesse et la sécurité venant des pays de la Troïka, à savoir la Serbie, l'Allemagne et l'Autriche. L'Allemagne soutiendra en outre, en collaboration avec des fondations privées, deux forums du Parlement Européen des Jeunes et une conférence des jeunes dirigeants («Young Leaders Conference») en deux parties destinée aux jeunes responsables de la politique, de l'économie et de la société civile. Vers la fin de la présidence, un événement final avec des jeunes de toute la zone OSCE est prévu qui, dans l'idéal, associera des membres de l'Assemblée parlementaire de l'OSCE.

Mentions légales

Éditeur:

Ministère fédéral des Affaires étrangères
Cellule «Présidence de l'OSCE en 2016»
Werderscher Markt 1, 10117 Berlin
www.diplo.de/GER2016OSCE

Conception: www.kiono.de

Photographies:

p. 1: Photothek/Thomas Köhler
p. 3: OSCE/Evgeniy Maloletka
p. 4: Photothek/Thomas Imo
p. 7: OSCE/Eraj Asadulloev
p. 10: OSCE/Thomas Rymer